



LE CHOIX
D'UNE AUTRE
SCOLARITÉ

HISTOIRE-GEOGRAPHIE

Classe de Terminale

- Première Partie -

Extrait de cours Histoire-Geographie EMC

PROGRAMME D'HISTOIRE-GEOGRAPHIE

Classe de Terminale

ORGANISATION DU PREMIER SEMESTRE

Séquences	Leçons	Devoirs à soumettre
1	Chapitre 1 : L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux.	
2	Chapitre 2 : Les régimes totalitaires.	Devoir n° 1
3	Chapitre 3 : La Seconde Guerre mondiale.	
4	Chapitre 4 : La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial.	Devoir n° 2
5	Chapitre 5 : Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde.	
6	Chapitre 6 : La France : une nouvelle place dans le monde.	Devoir n° 3
7	Chapitre 7 : Mers et océans : vecteurs essentiels de la mondialisation.	
8	Chapitre 8 : Mers et océans : entre appropriation, protection et liberté de circulation.	
9	Chapitre 9 : La France : une puissance maritime ?	Devoir n° 4
10	Chapitre 10 : Des territoires inégalement intégrés dans la mondialisation.	

En fin de fascicule :

- Les corrigés des exercices non à soumettre
- Puis les énoncés des devoirs à soumettre

HISTOIRE

SÉQUENCE 1

THEME 1: FRAGILITES DES DEMOCRATIES, TOTALITARISMES ET SECONDE GUERRE MONDIALE (1929-1945)

CHAPITRE 1: L'IMPACT DE LA CRISE DE 1929: DESEQUILIBRES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Introduction

Peu de temps après la fin de la Première Guerre mondiale, le monde est touché par une crise économique sans précédent venue des États-Unis. S'ouvre alors la période dite de la Grande Dépression, longue d'une décennie (1929-1939).

Problématique : Quelles sont les conséquences de la crise de 1929 sur les sociétés et sur les équilibres politiques ? Comment se diffuse-t-elle à l'ensemble des pays de la planète ?

Points de passage et d'ouverture :

- Les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine.
- 1933 : un nouveau président des États-Unis, F. D. Roosevelt, pour une nouvelle politique économique, le *New Deal*.
- Juin 1936 : les accords Matignon.

I. La crise de 1929 et ses conséquences

A. Les origines de la crise de 1929 et les conséquences économiques

1. Le « Jeudi noir »

En 1929, les États-Unis représentent la première puissance économique et industrielle mondiale : leur économie montre des signes de faiblesse dès 1928. Le krach de Wall Street est le point de départ de la Grande Dépression : il s'agit de la plus grave crise

économique du XXe siècle. Tout commence par une crise boursière, en octobre 1929 : entre le 24 octobre, également appelé « jeudi noir » et le 29 octobre, le cours des actions s'effondre à la Bourse de New York, principale place financière mondiale. En peu de temps, les valeurs financières cotées à Wall Street perdent une grande partie de leur valeur. Elles continuent à se déprécier par la suite car le marché reste baissier pendant plusieurs années. Plus d'un million et demi de personnes sont ruinés.

2. Les origines du krach boursier

Un tel phénomène s'explique par divers facteurs propres aux caractéristiques sociales et économiques des États-Unis dans les années 1920.

Tout d'abord, la production a crû bien plus rapidement que la consommation, en dépit du recours massif au crédit. Cela a créé un véritable déséquilibre dans l'économie du pays. De plus, l'après-guerre a été marqué par une augmentation des inégalités socio-économiques : une faible partie de la population concentre entre ses mains une grande part des richesses. Une telle situation a entraîné une très forte spéculation en bourse et dans le secteur de l'immobilier. De nombreuses opérations financières comportent ainsi de gros risques dans la mesure où 80% des transactions se font à crédit. Dès la fin des années 1920, les faillites de banques et d'entreprises se multiplient.

3. De la crise boursière à la crise économique

La violence des conséquences économiques de la crise boursière se fait sentir immédiatement. Tous les secteurs de l'économie sont touchés par cette crise. De plus, elle affecte le pays pendant de nombreuses années. Elle entraîne une dynamique déflationniste qui se traduit par un effondrement des prix qui entraîne lui-même une chute de l'activité économique et commerciale.

Les exportations s'effondrent. La chute des prix, associée à l'accumulation de stocks invendables et à un manque de liquidités (argent immédiatement disponible), contraint de très nombreuses entreprises à licencier leurs employés et à baisser leurs salaires. Alors que le chômage ne touchait que 3% environ de la population en 1929, il grimpe à plus de 25% de la population active en 1933, soit 12.6 millions de chômeurs. On parle de chômage de masse.

Les prix agricoles baissent également, si bien que des centaines de milliers de fermiers américains se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leurs dettes. Beaucoup quittent alors leurs campagnes pour les villes où ils espèrent trouver un sort meilleur : les villes, déjà très touchées par la crise, se peuplent de migrants à qui elles ne peuvent offrir de travail et qui vivent dans un grand dénuement.

Définitions :

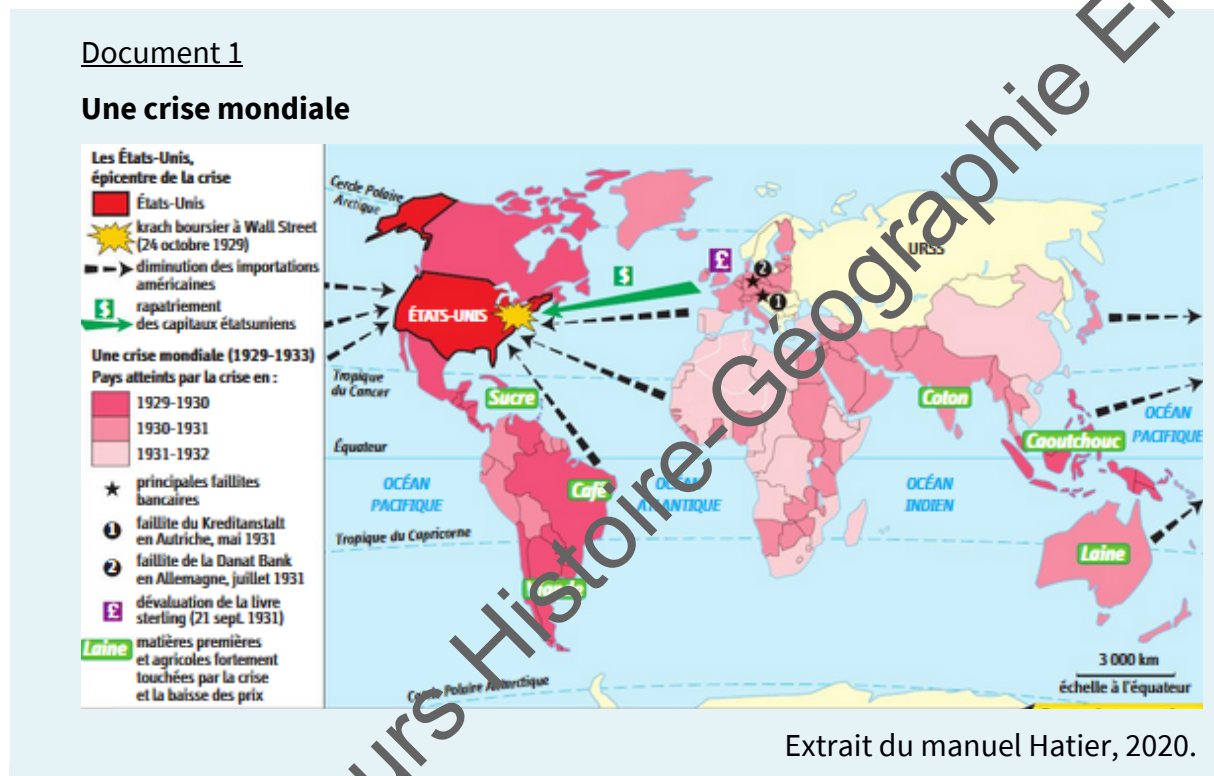
Déflation : processus général et durable de diminution de la masse monétaire, accompagné par une baisse des prix et de l'activité économique.

Grande Dépression : période qui correspond à la crise des années 1930, débutée avec le krach de Wall Street. Elle s'achève en 1939.

Krach : effondrement brutal du cours des actions en bourse.

Surproduction : trop forte augmentation de la production par rapport à la demande.

B. La crise se répand dans le monde



1. L'effondrement du commerce international

La crise est tout d'abord américaine. Cependant, elle se répand rapidement dans le monde et touche progressivement tous les pays dont l'économie est capitaliste, en Amérique latine et en Europe notamment.

En effet, afin d'assurer leurs paiements, les banques et les hommes d'affaires américains rapatrient aux États-Unis l'essentiel de leurs capitaux, ce qui déstabilise les économies étrangères.

En outre, afin de relancer la production de son pays, le président américain Hoover augmente les droits de douane sur les biens venant des pays étrangers. Les conséquences ne se font pas attendre pour les pays sud-américains et européens ; leur

économie ne résiste pas à cette nouvelle politique protectionniste, laquelle entraîne l'effondrement des exportations européennes et sud-américaines vers les États-Unis.

Cette chute du commerce international provoque des faillites partout dans le monde. Le commerce international est touché lui aussi par cette crise qui se traduit par une baisse de la production et des exportations.

2. La crise en Europe

En Europe, les krachs bancaires se succèdent et se multiplient : l'Autriche est le premier pays touché avec la disparition de la *Kreditanstalt*. C'est ensuite au tour de l'Allemagne, en 1931, et de tous les autres pays européens de connaître des fermetures de banques. Cette crise bancaire s'accompagne de nombreuses faillites dans les secteurs industriels et commerciaux. Comme en Amérique, le chômage de masse s'installe. Endettés, les pays dévaluent leurs monnaies tour à tour : l'Angleterre commence en 1931, suivie des États-Unis, en 1934, et de la France en 1936, ce qui conduit à l'effondrement du système monétaire international. Partout en Europe, des entreprises ferment, entraînant des licenciements massifs et une très forte augmentation du chômage.

Face à cette situation, les gouvernements tentent de mettre en place une politique de diminution des dépenses publiques. Cela se traduit par la baisse des salaires des fonctionnaires et de l'allocation chômage, tandis que les impôts et les taxes sur les denrées de base (tabac, sucre...) augmentent. Le pouvoir d'achat des populations se ressent durement de ces mesures qui s'ajoutent au chômage de masse.

La France pense tout d'abord être épargnée par la crise qui touche ses voisins. Cependant, cette dernière s'installe dans le pays en 1931, de manière profonde et durable. Comme ailleurs, la consommation baisse ; les investissements et la production chutent.

3. Les conséquences de la crise en Amérique

Point de passage et d'ouverture : les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine.

L'Amérique latine, très liée économiquement aux États-Unis, connaît une crise économique d'une ampleur inégalée. La fermeture des marchés européens et américains a des conséquences terribles sur l'économie de cet espace très dépendant de ses exportations de matières premières. Celles-ci deviennent invendables et les stocks s'accumulent. L'Argentine fournit d'ordinaire du bétail qui se trouve en surnombre et qui est abattu, tandis que le Brésil, producteur de café, voit ses exportations s'effondrer. Les entreprises font faillite ou réduisent considérablement leurs coûts par de vastes plans de licenciements et par une forte baisse des salaires.

Les conséquences de cette crise se font aussi ressentir d'un point de vue politique : dans ces pays déjà instables politiquement, les coups d'État se multiplient et des régimes autoritaires, soutenus par l'armée, s'installent.

Document 1

Les conséquences de la crise en Amérique latine

Une autre particularité [...] est le fait que la plupart des pays de l'Amérique latine ne fournissent qu'un, deux, ou trois produits au commerce d'exportation : 71% des exportations du Brésil consistent en café, 77 % de celles de la Bolivie en étain, 77% de celles de Cuba en sucre, 70% de celles du Chili en nitrate ; si l'on prend le nitrate et le cuivre combinés, la proportion pour ce dernier pays s'élève à 83% des exportations [...]. La chute des exportations et la diminution des revenus publics ont augmenté les difficultés dans lesquelles se trouve le gouvernement pour l'obtention des fonds nécessaires à couvrir ses dépenses et à assurer le service de la dette publique. De nombreux ouvriers engagés pour l'exécution des travaux projetés durent être renvoyés. Il en fut de même pour ceux qui se trouvaient occupés à la production des articles formant la base même du commerce d'exportation ; d'où dépression, chute des salaires et chômage. Tous les événements malheureux relatés plus haut entraînèrent un mécontentement économique et politique général [...]. Les pays de l'Amérique latine passèrent par une période extrêmement difficile. Les revenus tombèrent à un niveau très bas [...]. Au cours de ces deux dernières années, des révolutions éclatèrent dans neuf pays de l'Amérique latine. Certains gouvernements y semblent d'ailleurs encore peu stables.

« L'Amérique latine dans la dépression économique mondiale »,
Le Temps, 25 août 1931.

Document 2

La crise en Amérique latine et ses conséquences



Extrait du manuel Hatier, 2020.

Exercice 1 : Après avoir lu les documents, répondez aux questions suivantes :

1. Quelle est la particularité des économies des pays d'Amérique latine ?
2. Quelles sont les conséquences économiques de la crise de 1929 en Amérique latine ?
3. Quelles en sont les conséquences sociales ?
4. Quelles en sont les conséquences politiques ?

C. Les conséquences sociales et économiques de la crise

Le chômage touche ainsi les populations de manière inédite : on parle de chômage de masse. En 1931, le Royaume-Uni compte 2.7 millions de chômeurs, l'Allemagne 4.6 millions ; seule la France paraît encore épargnée à cette date.

Cette crise sociale touche aussi bien les habitants des villes que ceux des campagnes. La politique déflationniste ne fait qu'accentuer le malaise des populations. Ces dernières se révoltent parfois lors de violentes « marches de la faim », comme à Sydney ou Perth en Australie, à Detroit aux États-Unis, etc.

Les villes comptent de plus en plus de pauvres, de sans-abris qui s'entassent dans des camps appelés *Hooverilles* aux États-Unis ou bidonvilles en France.

II. Résoudre la crise : la réponse des États à la crise

Les pays touchés par la Grande Dépression apportent des réponses différentes à la crise.

A. Aux États-Unis: le New Deal

Point de passage et d'ouverture : 1933: un nouveau président des États-Unis, F. D. Roosevelt, pour une nouvelle politique économique, le *New Deal*.

1. Le *New Deal* et ses fondements

Lors de la campagne présidentielle américaine, Franklin Delano Roosevelt (1882-1945) affronte le président sortant Hoover. Roosevelt est élu en novembre 1932 sur un programme dirigiste qui s'oppose à la vision totalement libérale de Hoover. Son programme a pour nom le *New Deal*, terme qu'il a employé pour la première fois lors de sa campagne et qui signifie « nouvelle donne ».

Il met en place cette nouvelle politique qui instaure un Etat-providence, dans le but de sortir son pays de la crise. Le *New Deal* a plusieurs fondements : un meilleur encadrement des banques, une politique de soutien aux agriculteurs, la relance des exportations, une politique de grands travaux qui doit créer des emplois et permettre de lutter contre le chômage.

A partir de 1935, le *New Deal* prend également une tournure sociale en favorisant le syndicalisme et en instaurant un salaire minimum et un système de protection sociale. En 1935, Roosevelt fait voter le *Social Security Act*.

2. Opposants et partisans du *New Deal*

Si des économistes, tels que le Britannique John Maynard Keynes (1883-1946), sont favorables à ce programme politique tout à fait inédit, les milieux financiers libéraux sont très inquiets de la tournure dirigiste que prend la politique économique du pays.

Les grandes idées développées par Keynes sont les suivantes :

- Le principe d'incertitude : il est impossible d'établir des fondements scientifiques pour prévoir les évolutions fluctuantes de l'économie mondiale.
- Le rôle de l'État : l'État est dans l'obligation d'intervenir dans la gestion de l'économie par des politiques fiscales de redistribution, une socialisation de l'investissement et une incitation à la consommation.

Document 1

Keynes et *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936.

Actuellement, le monde est arrêté par quelque chose qui aurait étonné nos pères : à savoir l'incapacité de la technique économique à exploiter les possibilités de la technique industrielle et de la technique de la distribution (...). Par technique économique, j'entends les moyens de résoudre le problème de l'organisation universelle des ressources (...). Il me semble que dans les 25 ans à venir les économistes – aujourd'hui la gent la plus incompétente – constitueront la catégorie la plus importante du monde de la science (...). C'est à bon droit que les économistes pouvaient faire valoir qu'entre le machinisme et la main-d'œuvre il y avait coopération et non concurrence. Au contraire, les machines actuelles ont pour objet, non d'accroître l'efficacité des muscles de l'homme, mais de rendre ceux-ci inutiles et dépassés.

Keynes, *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936.

Document 2

Roosevelt présente le *New Deal*

Notre première tâche, la plus importante, est de remettre les gens au travail. Ce n'est pas un problème insoluble si nous nous y attelons avec sagesse et courage. Cela peut être accompli en partie par un recrutement direct du gouvernement, en traitant le problème comme nous traiterions l'urgence d'une guerre, mais en accomplissant dans le même temps, grâce à ces emplois, les grands projets dont nous avons besoin

pour stimuler et réorganiser l'utilisation de nos immenses ressources naturelles. Dans le même temps, nous devons franchement admettre qu'il y a un excès de population dans nos centres industriels et, par la mise en œuvre d'une redistribution à l'échelle nationale, rechercher à obtenir un meilleur usage de la terre pour ceux qui y sont les plus aptes. Oui, la tâche peut être soutenue par des efforts précis en vue d'élever les valeurs des produits agricoles, et en conséquence le pouvoir d'acheter les productions de nos villes. Elle peut être soutenue en évitant avec réalisme la tragédie de la disparition croissante [...] de nos petites entreprises et de nos fermes. [...] Elle peut être soutenue par une planification nationale et une supervision de toutes les formes de transports et de communications ainsi que d'autres équipements qui ont définitivement un caractère public. [...] Notre Constitution est si simple, si pratique qu'il est toujours possible de répondre à des besoins extraordinaires [...] sans en perdre la substance essentielle.

Franklin D. Roosevelt, *discours d'investiture*, 4 mars 1933.

Document 3

Les grandes mesures du New Deal

Mai 1933	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture Adjustment Act : aides aux agriculteurs qui diminuent les surfaces cultivées et abattent leur bétail pour faire augmenter les prix. • Federal Emergency Relief : secours d'urgence de 500 millions de dollars pour les plus nécessiteux.
Juin 1933	<ul style="list-style-type: none"> • National Industrial Recovery Act : code de concurrence loyale pour les entreprises ; fin provisoire de la législation anti-trust. • Création de la Public Works Administration pour entreprendre des travaux publics. • Glass Steagall Banking Reform Act : affiliation obligatoire des banques au système de la réserve fédérale ; distinction entre banque de dépôt et banque d'affaires.
Novembre 1933	<ul style="list-style-type: none"> • Création de la Civil Work Administration : aide aux chômeurs.
Mai 1935	<ul style="list-style-type: none"> • Création de la Work Progress Administration (WPA) pour mettre en place une politique de grands travaux.
Juillet 1935	<ul style="list-style-type: none"> • Loi Wagner qui confirme la liberté syndicale et le droit de grève.
Août 1935	<ul style="list-style-type: none"> • Social Security Act : création d'une assurance-chômage et d'un système de retraites.

Extrait du manuel Hatier, 2020.

Exercice 2 : Après avoir lu les documents 2 et 3, répondez aux questions suivantes.

1. Quels sont les objectifs du *New Deal* selon Roosevelt ?
2. Quel est le rôle de l'État dans la résolution de la crise ?
3. Dans quels secteurs intervient-il ?

3. Les résultats de la politique de relance

La politique de relance américaine, fondée sur les investissements de l'État et sur l'aide sociale, entraîne une amélioration de la situation économique et sociale du pays. Cependant, la crise est durable et, en 1939, le pays vient seulement de retrouver son niveau de production de 1929 ; le pays compte encore neuf millions de chômeurs. C'est en fait la Seconde Guerre mondiale qui permet aux États-Unis de sortir de la crise et de retrouver la prospérité économique.

Définitions :

État-providence : État qui intervient dans les domaines économiques et sociaux afin d'assurer le bien-être de ses citoyens.

B. La réponse française : les Accords Matignon

Point de passage et d'ouverture : Juin 1936, les accords Matignon.

Nous l'avons vu, la France est touchée par la crise en 1931 et connaît alors une politique d'austérité, c'est-à-dire d'économie dans les dépenses publiques. Il faut attendre 1936 et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche, qui porte le nom de Front Populaire, pour voir les premières mesures économiques et sociales qui doivent répondre à la crise.

Le Front populaire arrive au pouvoir en mai 1936, avec Léon Blum (1872-1950) pour président du Conseil (chef du gouvernement). Les élections sont immédiatement suivies par un mouvement de grèves massives, caractérisées par une occupation des usines.

Blum propose au patronat de négocier avec les représentants de la CGT, ce qui aboutit à la signature des accords Matignon, le 7 juin 1936, entre la CGPF et la CGT, voulus par le gouvernement Blum.

Définitions :

CGPF (Confédération générale de la production française): principale organisation représentative du patronat français. Elle devient en 1936 la Confédération générale du patronat français.

CGT (Confédération générale du Travail): principal syndicat de travailleurs en France dans les années 1930.

Front populaire : alliance de divers partis de gauche (parti communiste, la SFIO et le parti radical).

Désormais, l'État intervient dans l'économie par la création de l'Office du blé, par la réforme de la Banque de France et par les multiples nationalisations dans des secteurs aussi divers que ceux de l'armement, du chemin de fer ou encore de l'aéronautique:

- Création de l'Office National Interprofessionnel du Blé (O.N.I.B) pour lutter contre la chute des prix du blé. L'O.N.I.B achète les récoltes à prix fixé par l'État et les commercialise ensuite.

- Banques : nouveau statut de la Banque de France. Pour éviter un « nouveau mur d'argent » fatal au Cartel des Gauches, le Front Populaire souhaite démocratiser la Banque de France. Celle-ci n'est plus dirigée par un Conseil de régence formé des 200 plus gros actionnaires, mais par un Conseil général dont quelques membres sont nommés par le gouvernement.

- Nationalisation des industries de guerre. En 1937, les compagnies de chemin de fer forment avec l'Etat, actionnaire majoritaire, une société nationale des chemins de fer (SNCF).

Les accords Matignon garantissent la liberté syndicale et permettent une augmentation substantielle des salaires. Ils sont suivis du vote de deux lois sociales, votées dans les jours suivants, qui font passer la semaine de travail de 48 à 40 heures et accordent des congés payés aux travailleurs (deux semaines par an). Cela représente de véritables avancées sociales et un véritable espoir pour les travailleurs.

C'est aussi à la suite de ces accords que beaucoup de Français partent pour la première fois en vacances et que les loisirs se développent. Les collections des grands musées sont enrichies et l'on met en place des tarifs réduits pour les gens modestes. Le musée d'art moderne, le Musée national des arts et traditions populaires, le Palais de la découverte et le musée de l'Homme sont des créations du Front populaire.

Cependant, comme le *New Deal*, cette politique a ses détracteurs et suscite l'opposition des milieux libéraux. Les difficultés économiques et le chômage perdurent, tandis que les difficultés apparaissent au niveau des relations internationales. Léon Blum ne peut pas poursuivre sa politique réformatrice et doit même démissionner.

Document 1

Les accords Matignon (8 juin 1936)

Art. 1 La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail.

Art. 3 L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel [...].

Art. 4 Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15% pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7% pour les salaires les plus élevés [...].

Art. 5 En dehors des cas particuliers déjà réglés par la loi, dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers [...] il sera institué deux (titulaires) ou plusieurs délégués ouvriers (titulaires ou suppléants) suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour représenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires et des mesures d'hygiène et de sécurité [...].

Art. 6 La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour fait de grève.

Art. 7 La délégation confédérale ouvrière demande aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail [...].

Document 2

Les lois du Front populaire

Loi du 20 juin 1936

Article premier

Chapitre IV ter: Congés annuels

Art. 54 f. Tout ouvrier, employé ou apprenti occupé dans une profession industrielle, commerciale ou libérale ou dans une société coopérative, ainsi que tout compagnon ou apprenti appartenant à un atelier artisanal, a droit après un an de services confinés dans l'établissement à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de quinze jours comportant au moins douze jours ouvrables [...].

Loi du 21 juin 1936

Art. 6 Dans les établissements industriels, commerciaux, artisanaux et coopératifs ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, y compris les établissements publics hospitaliers et les asiles d'aliénés,

la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder quarante heures par semaine.

C. Les régimes autoritaires et les politiques d'indépendance économique

En Allemagne, cette situation économique aboutit à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement dirigé par un homme fort, en l'occurrence Hitler (1889-1945), qui devient chancelier en janvier 1933. Avec son parti, le NSDAP, il met en place une politique protectionniste.

En Amérique latine, le rôle de l'État s'accroît notablement dans les domaines économiques et sociaux.

Extrait de cours Histoire-Géographie EMC

Exercice 3 :**Exercice type bac : analyse de document**

En vous appuyant sur le document et sur vos connaissances, vous montrerez quelles sont les origines, les caractéristiques et les conséquences de la crise de 1929.

À partir de 1927, [...] les cours des actions montent en flèche à la bourse de New York. Du début de 1927 à octobre 1929, ils haussent de 130 à 218 (indices de l'Analyste). Avec ces bénéfices prodigieux faits en dormant, les propriétaires de ces titres accroissent leur train de vie. Ils achètent, achètent [...]. Mais [...], les cours des matières premières et notamment des produits agricoles ont commencé à fléchir. Ce sont les nuages noirs qui s'amoncellent à l'horizon. L'orage va éclater. En 1929, l'industrie de l'automobile commença à être touchée. [...] Quelques jours après, c'est le 24 octobre 1929 [...] de la Bourse de New York d'où les brokers¹ sortaient avec des vêtements déchirés et des faux cols arrachés. Les cours s'étaient effondrés. Ce fut le coup de gong qui annonça aux nations l'ouverture de la crise mondiale, l'un des plus grands événements de l'histoire du monde par les conséquences que nous allons lui voir produire. On assista alors à une baisse profonde des prix, surtout des prix agricoles [...]. Autour du globe, les pays agricoles ruinés ne purent acheter les produits des pays industriels qui furent ruinés à leur tour. Ces deux géants, le travailleur agricole et le travailleur industriel, se trouvèrent debout, face à face, les bras croisés, avec, à leurs pieds, leurs stocks invendus. En Europe, la production s'effondra. De 1929 à 1933 celle de l'acier tomba de 56 à 13 millions de tonnes. Le pourcentage des chômeurs monta de 8,2% à 24,3% (12 millions de chômeurs). De 1929 à 1932, les exportations tombèrent de 5,2 milliards de dollars à 1,6 milliard. Celles à destination de l'Europe, de 2,3 milliards à 0,784 million. De février 1929 à fin 1932, le prix du blé tomba de 1 dollar à 0,35 cent le boisseau, « cours le plus bas depuis Christophe Colomb », disaient les manchettes de journaux. Les fermiers devinrent incapables de payer leurs dettes hypothécaires. On vendit leurs biens sur saisie. Les banques qui leur avaient fait des prêts s'écroulèrent par milliers. Lorsqu'en avril 1933, le président Roosevelt arriva au pouvoir, les fermiers empêchaient par la force les ventes sur saisie, renversaient les bidons de lait à l'entrée des villes et des mitrailleuses étaient même apparues. Des chômeurs s'improvisaient marchands de pommes dans les rues de New York. Des agressions avaient lieu dans les jardins publics. La révolution grondait. La crise atteignit le monde entier. L'ouvrier métallurgiste américain de Pittsburg, le planteur de café brésilien, l'artisan de Paris et le banquier de Londres, tous furent frappés.

Paul Reynaud, *L'Europe a sauvé l'Europe*, Flammarion, 1947.

¹ Les courtiers.

